

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: MERCREDI 14 MAI 2008

Mercredi, les participants à la CDD-16 se sont réunis dans la salle de l'Assemblée Générale de l'ONU pour entendre la déclaration d'ouverture du Secrétaire Général, Ban Ki-moon, à l'adresse du Segment de haut niveau, suite à quoi, les ministres et les chefs de délégation ont présenté leurs déclarations. Deux tables rondes ministérielles se sont réunies en fin d'après-midi. Les conférenciers ont exprimé leurs condoléances au Myanmar et à la Chine, suite à leurs récentes catastrophes naturelles.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Le président Nhema a ouvert le Segment de haut niveau. Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré qu'après une négligence de 25 ans, l'importance de l'agriculture est de nouveau à l'ordre du jour, en raison de la crise alimentaire actuelle. Il a expliqué qu'une recommandation clé de son groupe directeur africain chargé des OMD est de lancer une révolution verte dans le cadre de NPDA. Il a indiqué que les enjeux sont énormes, que les solutions ne peuvent pas attendre et que la CDD devrait être une étape clé de la séquence des efforts internationaux.

Le délégué d'Antigua et Barbuda, au nom du G-77/CHINE, a déclaré que les pays en développement sont confrontés aux mêmes difficultés, aux plans du commerce international, des finances et des capacités. Istok Jarc, ministre de l'agriculture, des forêts et de l'alimentation, SLOVENIE, au nom de l'UE, a souligné que certaines politiques africaines ont affecté de manière négative le développement durable et que l'UE espérait voir la gouvernance y être améliorée. La Grenade, au nom de l'AOSIS, a appelé à une transformation des modes non durables de production et de consommation dans les pays industrialisés, à un changement dans la forme d'évaluation à la CDD, et à une "Journée des PEID" exclusive aux futures sessions de la CDD. Tonga, au nom des PEIDP, a appelé au renforcement de l'Unité chargée des PEID, qui agirait en tant que point focal dans son dialogue sur les changements climatiques. Le Bangladesh, au nom des PMA, a appelé à une réponse cohérente traitant des effets à court, moyen et long termes, des crises pétrolière, alimentaire et aquatique actuelles, ainsi qu'à la concrétisation des engagements de l'APD en faveur des PMA.

Sahas Banditkun, vice-premier ministre, THAÏLANDE, a parlé de la stratégie agricole de son pays fondée sur la philosophie de "la suffisance économique", qui a engendré de meilleurs revenus aux petits agriculteurs. Gerda Verburg, ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments, PAYS-BAS, a indiqué qu'un investissement agricole et un accès accru au marché sont nécessaires, et a encouragé les pays à faire du Round de Doha "le round d'un vrai développement." Paavo Vayrynen, ministre du développement et du commerce extérieur, FINLANDE, a déclaré que les questions d'environnement et de développement devraient être traitées de manière globale. John Gormley, ministre de l'environnement, du patrimoine et des collectivités locales, IRLANDE, a déclaré que son pays s'est engagé à augmenter l'APD à 0,7% du PIB d'ici 2012. Jozef Graf, ministre de l'agriculture et du développement rural, HONGRIE, a souligné le besoin de reconsidérer

les politiques qui restreignent le commerce ou la production. Arturas Pailauskas, ministre de l'environnement, LITUANIE, a donné un aperçu du soutien financier de son gouvernement aux exploitations agricoles organiques et au boisement des terres.

Joseph Pröll, ministre de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, AUTRICHE, a soutenu que la spéculation financière dans les produits de base agricoles est à la base de la crise alimentaire actuelle, et a appelé à la création d'un impôt international sur la spéculation à court terme. Roberto Dobles, ministre de l'environnement et de l'énergie, COSTA RICA, a déclaré que son pays planifie de devenir sans effet sur les émissions de dioxyde de carbone, d'ici 2021. Fahad Baleghnaim, ministre de l'agriculture, ARABIE SAOUDITE, a parlé des progrès accomplis dans la recherche en matière de gestion de la sécheresse et de la désertification. Esther Byer-Suckoo, ministre de la famille, de la jeunesse, des sports et de l'environnement, BARBADE, a parlé de son "approche participative du développement durable axée sur les êtres humains, et a souligné le besoin d'un partenariat international. Du Ying, vice-président, Commission nationale du développement et de la réforme, CHINE, a appelé à des efforts pour l'établissement d'un système d'échange multilatéral juste et équitable, à un traitement collectif de la désertification et au renforcement de la CLD. Predrag Nenezid, ministre du tourisme et de l'environnement, MONTÉNÉGR0, Dao Xuan, vice-ministre de l'agriculture et du développement rural, VIETNAM, et Lee Byung-Wook, vice-ministre de l'environnement, REPUBLIQUE DE COREE, ont parlé des efforts nationaux fournis pour la mise en application des thèmes de la CDD-16. Ahizi Daniel, ministre de l'environnement, CÔTE D'IVOIRE, a déclaré que son pays exporte café et cacao, mais qu'il doit importer à peu près la moitié de son riz.

Marthius Van Schalkwyk, ministre des affaires environnementales et du tourisme, AFRIQUE DU SUD, a parlé de "la crise des prix des produits alimentaires" et a appelé à l'arrêt de la marginalisation économique de l'Afrique, des distorsions du marché et des barrières commerciales, et à une conclusion rapide du Round de Doha. Anil Kumar Bachoo, ministre de l'environnement et de l'unité du développement national, MAURICE, a déclaré que les paquets de l'aide ont besoin d'être plus adaptés aux besoins des pays et a souligné que les évaluations environnementales stratégiques aident à l'évaluation des effets des biocombustibles.

Kwadwo Adjei Darko, ministre des collectivités locales, du développement rural et de l'environnement, GHANA, a souligné le besoin d'améliorer la production agricole et de promouvoir l'industrialisation. Erlan Nigmatulin, Sénateur, KAZAKHSTAN, a déclaré que son pays a des objectifs quantitatifs spécifiques pour le développement durable et qu'il souhaite accueillir le Sommet de la Terre en 2012. Matthias Machnig, secrétaire d'Etat, ministère de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, ALLEMAGNE, a plaidé pour l'adoption de normes pour tous les produits agricoles destinés à l'alimentation humaine et animale et à la production de combustibles, et pour retenir l'alimentation comme droit humain fondamental. L'Ambassadrice Mona Brøther, NORVEGE, a encouragé l'intégration des stratégies

d'adaptation aux changements climatiques et de prévention des catastrophes dans les secteurs politiques clés, la garantie des droits et rôles des femmes en tant qu'agents du changement, et l'élaboration de critères de viabilité pour les biocombustibles sous mandat des Nations Unies.

Yael Shaltiel, directeur général, ministère de l'agriculture et du développement rural, ISRAËL, a souligné l'importance de l'utilisation efficiente de l'eau et s'est engagé à partager ses expériences et technologies avec les pays en développement. Bruno Itoua, ministre de l'énergie et de l'eau, REPUBLIQUE DU CONGO, a mis l'accent sur: le renforcement des capacités; la GIRE; le renforcement de la gouvernance; le suivi et l'évaluation et la mobilisation des finances. Josip Kraljickovic, secrétaire d'Etat, ministère de l'agriculture, de la pêche et du développement rural, CROATIE, a mis en exergue: l'échange d'expériences, la réforme des politiques agricoles, la protection environnementale, la sécurité alimentaire; l'énergie; l'éducation et le partenariat.

Luis Medeiros Vieira, sous-secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la pêche, PORTUGAL, a parlé de la création du premier plan d'action stratégique pour le partenariat entre l'Afrique et l'UE, adopté en décembre 2007 à Lisbonne. Mobutu Nzanga, ministre de l'agriculture et du développement rural, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO a noté le rôle important que les forêts de son pays jouent en tant que puits du carbone, et a attiré l'attention sur les responsabilités différenciées partagées touchant à la rémunération des biens et services environnementaux.

Ahmed Elanwer, vice-ministre chargé des affaires juridiques, EGYPTE, a parlé de la vulnérabilité de son pays face aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer, et a déclaré que les pays vulnérables ont besoin d'un soutien financier et technique. Netumbo Nandi-Ndaitwah, ministre de l'environnement et du tourisme, NAMIBIE, a appelé à l'élimination des subventions agricoles qui faussent le commerce et à la conclusion du Round de Doha.

PROJET DE SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT DE LA CDD-16

En milieu d'après-midi, le président Nhema a invité le G-77/CHINE à présenter ses observations sur la partie I du projet de synthèse du président. Au sujet des commentaires d'ordre général et de l'introduction, le G-77/CHINE a déclaré que plusieurs pays avaient souligné l'importance de la coopération internationale pour la lutte contre la désertification et que les partenariats devraient "compléter," par opposition à "remplacer," la coopération internationale. La représentante a indiqué que de nombreux participants ont souligné les contraintes et les difficultés posées par la persistance des subventions agricoles dans les pays industrialisés, et a encouragé la mention de ce problème de manière plus forte. Au sujet de la partie consacrée à l'agriculture, elle a indiqué que plusieurs délégations ont souligné le Round de Doha. Au sujet du développement rural, elle a déclaré que la référence à "la quote-part de l'APD affectée à l'agriculture par les organismes internationaux pour le financement du développement" est erronée, et que les emprunts ne font pas partie de l'APD. Elle a indiqué que la partie consacrée aux moyens d'exécution a besoin d'être renforcée. Elle a précisé aussi qu'une référence est requise au financement et au soutien du renforcement des capacités dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. Elle a également souligné que de nombreux délégués ont mis en exergue le mandat de la CDD d'assurer le suivi des engagements pris en faveur des PEID.

TABLES RONDES MINISTÉRIELLES

INVESTIR EN AFRIQUE POUR LA CONCRETISATION DES OMD ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Cette table ronde était présidée par le président de la CDD-16, Nhema. La Secrétaire Générale Adjointe, Asha Rose Migiros, a souligné le besoin de fournir l'éducation, les soins sanitaires, l'eau, l'assainissement et autres services de base en Afrique. Willem-Alexander, Prince d'Orange et président de l'UNSGAB, a déclaré que l'eau est un facteur clé de la production agricole et qu'une nouvelle révolution verte est nécessaire, et a mis en relief le développement industriel, la volonté politique, les ressources financières, l'action et le partenariat.

Plusieurs orateurs ont souligné l'importance du NPD et l'accent qui y est placé sur les Africains prenant en charge leur propre développement et n'ayant pas de solutions imposées de l'extérieur. Les orateurs ont attiré l'attention sur la coopération et les partenariats internationaux, tels que les partenariats UE-Afrique et la coopération Sud-Sud, mais certains ont dit que cette dernière ne

doit pas être basée sur le modèle Nord-Sud. Des Actions telles que l'ouverture des marchés à l'Afrique, l'investissement dans l'infrastructure de base, aider les pays africains à attirer l'investissement direct intérieur, la fourniture d'un renforcement des capacités dans les domaines touchant au commerce international, l'élimination des subventions agricoles dans le Round de Doha, et l'autonomisation au plan juridique, ont été mises en exergue. L'Afrique du Sud a également mentionné l'amélioration de la cohérence des politiques internationales et l'octroi d'un "espace politique" aux gouvernements africains. Les Agriculteurs ont posé la question de savoir combien de présidents se sont assis avec les agriculteurs pour demander ce dont ils ont besoin pour produire assez de nourriture pour les pays. Les Autorités locales ont souligné qu'un processus démocratique est en train de prendre racine en Afrique. Les ONG ont rappelé aux délégués que les populations locales disposent d'un savoir.

Le Zimbabwe a rapporté qu'au cours de la retraite des ministres africains, le week-end dernier, les pays africains ont pris l'engagement de réaliser leurs objectifs de développement en partenariat avec la communauté internationale, et a souligné le besoin d'augmenter l'APD destinée à l'Afrique. Le Président Nhema a attiré l'attention des participants sur le résultat de la Retraite ministérielle africaine, qui se trouve résumé dans une Déclaration sur l'avenir.

LES INTERCONNEXIONS ENTRE LES QUESTIONS THÉMATIQUES, Y COMPRIS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES:

Cette table ronde était présidée par le vice-président Carmon. La Sous-secrétaire Générale, Sha Zukang, a présenté des observations liminaires et a mis en garde les participants que dans la recherche de solutions à la crise alimentaire, une approche parcellaire ne suffira pas. Les participants ont axé la discussion sur la sécurité alimentaire, certains suggérant la création d'un fonds de sécurité alimentaire ainsi que la fourniture d'incitations aux agriculteurs et la mise en place d'institutions financières ciblant les petits agriculteurs. Plusieurs délégués ont approuvé le besoin de fournir une aide alimentaire d'urgence, certains ont appelé à une stratégie de sortie pour éviter la création d'une dépendance et la destruction de la production alimentaire. Les participants ont mis en relief les risques et les avantages des biocombustibles. Plusieurs d'entre eux ont évoqué le besoin de regarder vers les deuxième et troisième générations de biocombustibles qui n'utilisent pas les récoltes alimentaires.

Nombre de participants ont souligné le besoin d'améliorer l'éducation des communautés et l'habilitation des populations locales à prendre des décisions fondées sur le contexte local, d'accroître la recherche sur les cultures, de renforcer les capacités à livrer le savoir-faire technique dans les régions éloignées, d'accroître le suivi et la collecte des données, et l'accessibilité des données. De nombreux orateurs ont mentionné le besoin d'une conclusion rapide du Round de Doha et de l'élimination des barrières commerciales.

DANS LES COULOIRS

Les participants ont échangé, dans les couloirs, leurs observations sur le démarrage des discussions ministérielles par une série d'interventions politiquement puissantes, perçues comme venues donner un nouvel essor aux positions des pays, exprimées au cours de la semaine. L'impression était que les ministres semblaient bien informés sur la question des biocombustibles, réitérant le besoin d'une approche viable qui n'empiète pas sur la production alimentaire. A cet égard, les participants ont pris note des interventions équilibrées et innovatrices des Pays-Bas, ce que certains observateurs de la CDD ont interprété comme étant un signe de plus que ce pays pourrait être en train de se préparer au rôle de président de la CDD-17.

En attendant, la déclaration des ministres africains, issue de la retraite du week-end, a été distribuée à titre officieux. Certains ont remarqué, dans les couloirs, des démarches diplomatiques entre les délégués africains durant le Segment de haut niveau, et ont suggéré que sa présentation officielle a été retenue par des difficultés rédactionnelles de dernière minute. La déclaration évoque une volonté politique et une "vision claire" pour le développement durable de l'Afrique, et réaffirme une série d'engagements mondiaux liés à l'Afrique. Selon certains délégués, le document résume la vision africaine et pourrait servir de sommaire de négociation pour la synthèse finale du président de la CDD-16 et, éventuellement, pour la partie politique de ce cycle.